



# Adresse aux agents des ministères de BERCY et des institutions économiques et financières du secteur semi-public.

Loin d'être terminée, la crise économique et sociale ne cesse de s'aggraver. Loin de remédier à celle-ci, les politiques publiques et patronales à l'œuvre produisent notamment une précarité et une insécurité sociales généralisées, une hausse sans précédent du chômage, une insuffisance des traitements, salaires, retraites et pensions, une crise profonde des finances publiques mettant en péril les modalités et les capacités de financement des budgets de l'État, des collectivités locales et de la protection sociale. Dans le même temps la réforme territoriale de l'État conduit à la régression des missions publiques.

Dans un tel contexte, la fédération des Finances CGT réaffirme que d'autres choix doivent être faits et sont possibles, qu'il s'agisse :

- ✓ Des finalités, des contenus et des conditions de mise en œuvre des politiques publiques et d'intérêt général. Ainsi, la fédération des Finances CGT propose de faire de BERCY et des institutions économiques et financières du secteur semi-public des outils au service du plein emploi, de la satisfaction des besoins sociaux et du développement humain durable.
- ✓ De la nécessaire revalorisation des rémunérations versées en lien avec la reconnaissance des qualifications des personnels.
- ✓ De l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois de fonctionnaires, des licenciements des agents non-titulaires de la Fonction publique et des salariés de droit privé.
- ✓ De la définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.

Dans le même temps, avec toute la CGT, la fédération des Finances réaffirme également la nécessité de développer un socle de droits statutaires et de garanties collectives pour l'ensemble des salariés (sauvegarde et amélioration du statut de la Fonction Publique, plan de résorption de la précarité, amélioration du statut pour les enquêteurs de l'INSEE...).

C'est pourquoi la fédération des Finances CGT appelle aussi les agents à poursuivre la bataille pour :

- ✓ Obtenir le retrait de la loi dite de la mobilité et des parcours professionnels.
- ✓ Le respect des droits existants et la conquête de nouveaux droits s'agissant de la vie au travail, de l'hygiène et de la sécurité et de l'action sociale.

Enfin, plus que jamais, la fédération des Finances entend sur la base des propositions de la CGT (droit à la retraite à l'âge de 60 ans, garantie d'un taux de remplacement de 75 %, prise en compte de la pénibilité...) créer les conditions d'une mobilisation massive et unitaire afin d'assurer un véritable droit à la retraite pour toutes et tous.

La commission exécutive de la fédération des Finances CGT appelle les agents des ministères de BERCY et des institutions économiques et financières du secteur semi-public **à une période d'actions et de mobilisations, du vendredi 20 au lundi 30 novembre**, jour où une réunion ministérielle est convoquée au sujet de la réforme territoriale de l'État.

**La fédération des Finances CGT appelle les agents à se réunir en assemblées générales pour décider de toutes les formes d'actions appropriées (pétitions, interpellations des directions locales, des élus, des citoyens, conférences de presse...) y compris la grève.**

La fédération des Finances CGT propose aux fédérations syndicales des Finances de construire dans l'unité la plus large un rapport de forces pour imposer d'autres choix.

Montreuil, le 17 novembre 2009.